Extrait du Libération Afrique

http://www.liberationafrique.org

Dette des pays pauvres : la trahison du FMI

- Dossiers - Dette -

Date de mise en ligne : mardi 20 décembre 2005

Libération Afrique

Après l'annonce sur médiatisée de l'annulation de leur dette vis-à-vis du FMI et de la Banque mondiale, 18 pays pensaient ne plus se voir dicter leurs politiques économiques depuis Washington. Las ! En catimini, le Conseil d'administration du FMI, qui se réunit ce mercredi 21 décembre, devrait refuser l'annulation aux pays qu'il n'a plus sous contrôle. La plate-forme Dette et Développement s'indigne de ces pratiques néo-coloniales et demande instamment à la France et aux pays riches, qui contrôlent le FMI, de briser la chaîne de la dette.

Cet été, les pays riches ont annoncé trois fois [1] « l'annulation de 100% de la dette de 18 pays pauvres ». Un coup de bluff médiatique. Non seulement il ne s'agit pas d'une annulation de 100% (seuls quelques créanciers multilatéraux sont concernés), mais le nombre de pays pourrait être revu à la baisse, demain, par le conseil d'administration du FMI. Une trahison que l'on se garde bien de médiatiser...

Officiellement, les fonctionnaires du FMI proposent au conseil d'administration de retarder l'annulation concernant six pays (Madagascar, Nicaragua, Mauritanie, Éthiopie, Rwanda et Sénégal), pour cause de « *performance macro-économique insatisfaisante* », « *mise en oeuvre insatisfaisante de leur stratégie de réduction de la pauvreté* » et « *détérioration de la gestion publique* ». Rappelons que sur 38 pays initialement éligibles [2], les 18 pays ont déjà dû appliquer à la lettre les réformes drastiques imposées par Washington.

En réalité, le FMI invente de nouvelles conditions pour garder le contrôle sur les politiques économiques de ces pays. En effet, les 4 premiers cités ne seront plus, début 2006, sous programme du FMI. L'Ouganda, allié stratégique des Etats-Unis, est aussi dans ce cas mais il n'est pas inquiété : il a récemment annoncé son intention d'intégrer un nouveau programme du FMI.

Alors que le Brésil et l'Argentine viennent d'annoncer le rachat anticipé de leur dette au FMI pour se libérer de sa tutelle, les gouvernements des pays les plus pauvres de la planète devront continuer de rendre des comptes à Washington plutôt qu'à leurs citoyens.

Pour Jean Merckaert, coordinateur de la plate-forme Dette et Développement, « *les mouvements sociaux du Sud comparent la dette à un esclavage moderne, car elle prive leurs pays de la liberté de choisir leurs politiques. De fait, les pays riches continuent de se servir de la dette pour imposer aux pays du Sud, à travers le FMI, des politiques conformes à leurs intérêts* ». Et de poursuivre : « *En juillet, les pays du G8 assuraient que les pays pauvres devraient 'décider eux-mêmes de leurs stratégies économiques'. Il est temps qu'ils tiennent leur promesse en brisant, pour de bon, la chaîne de la dette* ».

---

[1] Au G7 finances de Londres en juin, au G8 de Gleneagles (Ecosse) en juillet, puis aux assemblées annuelles des institutions financières internationales à Washington, en septembre.

[2] 38 pays sont jugés suffisamment pauvres et très endettés (PPTE) pour bénéficier d'allègements de dette dans le cadre de l'initiative PPTE, lancée en 1996, et du récent accord sur la dette multilatérale. Seuls 18 sont parvenus au terme de l'initiative PPTE (point d'achèvement) et devaient donc bénéficier des mesures annoncées cette année par le G8 (Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Ethiopie, Ghana, Guyana, Honduras, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Ouganda et Zambie).

Copyright © Libération Afrique